



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la
Réglementation et des
Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme et
de l'Environnement
DP/MOD

Affaire suivie par :
Mme POMMIER
Tél. : 02 37 27 70 95

**ARRETE DES PRESCRIPTIONS À IMPOSER À LA
SARL CARRIERES GENET-RASORI
EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE A CIEL OUVERT D'ARGILES À SILEX
ET DE MATERIAUX ALLUVIONNAIRES
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE
FONTAINE-LA-GUYON, SAINT LUPERCE
et COURVILLE-SUR-EURE**

ARRETE N° 388

LE PREFET D'EURE ET LOIR
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 et la nomenclature des installations classées annexée ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du livre V du Code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;

Vu le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 modifiant le décret n° 77-1133 précité, et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations des carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté n° 649 du 28 avril 1998 autorisant la S.A.R.L carrières GENET-RASORI à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles, sur le territoire des communes de SAINT-LUPERCE et FONTAINE-LA-GUYON, au lieudit « Les Lasses », sur les parcelles cadastrées section ZI n° 1 et 2, section Z n° 159pp, 160pp, 161pp, 162, 163, n° 6, 8, 9, 11 à 14 pour une superficie totale autorisée de 27 ha 74a 99 ca et une superficie exploitable de 23 ha 30 a (autorisation précédemment accordée par arrêté n° 3153 du 19 novembre 1993 aux Etablissements Fernand GENET).

Vu la demande déposée par la S.A.R.L Carrières GENET-RASORI en vue d'obtenir l'autorisation de renouveler, étendre et modifier les conditions d'exploitation d'une carrière et son installation de traitement de matériaux sur le territoire des communes de FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE et COURVILLE-SUR-EURE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1077 du 20 juillet 2001 prescrivant, sur ladite demande, une enquête publique qui s'est déroulée du 4 septembre au 5 octobre 2001 inclus sur le territoire des communes de FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE et COURVILLE-SUR-EURE (communes d'exploitation), BILLANCELLES, LANDELLES, SAINT-ARNOULT-DES-BOIS, SAINT-GERMAIN-LE-GAILLARD et SAINT-AUBIN-DES-BOIS (communes concernées par le projet) ;

Vu les avis des services administratifs consultés au cours de l'enquête ;

Vu l'avis émis par le commissaire-enquêteur ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre en date du 19 décembre 2001 ;

Vu la convention conclues entre l'Etat – Direction Régionale des Affaires Culturelles – et l'exploitant, relative à prise en compte du patrimoine archéologique ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa séance du 4 février 2002 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : autorisation

La SARL CARRIERES GENET-RASORI, dont le siège social est situé 5 rue Principale 28 190 MITTAINVILLIERS, est autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex et de matériaux alluvionnaires située sur le territoire des communes de FONTAINE-La-GUYON au lieu-dit « Les Caillettes », de SAINT- LUPERCE au lieu-dit « Les Lasses » et de COURVILLE au lieu-dit « L'Ormeteau ».

Elle est, par ailleurs, autorisée à exploiter les installations de premier traitement des matériaux située sur l'emprise de la carrière.

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les plans de phasage des travaux sont annexés au présent arrêté.

L'emprise autorisée couvre une superficie de 41ha 51a 27ca pour une superficie exploitable de 21ha 40a se répartissant en trois zones d'exploitation visées par les parcelles cadastrales suivantes :

Λ zone 1 : lieu-dit ALes Caillettes ": section ZK n° 10 pour partie pour une superficie autorisée de 3ha 91a 65ca ;

Λ zone 2 : lieu-dit ALes Lasses": section Z1 n° 6, 7, 8, 9, 158 pour partie, 159 pour partie, 160 pour partie, 161 pour partie, 162, l'emprise du CR4 pour une superficie autorisée de 27ha 12a 32 ca ;

À zone 3 : lieu-dit "L'Ormeteau": section ZI n° 21 pour partie, 22 pour partie, 23 pour partie, 24 pour partie, 25 pour partie, pour une superficie autorisée de 10ha 47a 30ca.

Toute modification de dénomination des parcelles concernées doit être déclarée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent

- pour les parcelles concernées par le renouvellement de l'autorisation, à celles de l'arrêté préfectoral n°3153 du 19 novembre 1993.

- pour l'installation de premier traitement à celles de l'arrêté préfectoral n°2571 du 18 juillet 1995.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Pour ce qui concerne l'activité d'extraction, elle n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Le changement de l'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

ARTICLE 2 : nature et volume des activités autorisées

Les installations autorisées sont rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

n°2510 : Carrière à ciel ouvert d'argiles à silex et de matériaux alluvionnaires, au sens de l'article 4 du code minier (régime de l'autorisation préfectorale).

Tonnage maximal annuel de matériaux à extraire : 300 000 t avec une moyenne de 250 000 t

L'exploitation a lieu de 7h30 à 12h et de 13h30 à 18 h du lundi au jeudi, le vendredi de 7h30 à 12h et de 13h30 à 16h

n°2515 : Broyage, concassage, criblage et nettoyage de produits minéraux naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des installations étant de 796 kW (régime de l'autorisation préfectorale).

Quantité maximale de matériaux traités dans cette installation : 300 000 t par an

ARTICLE 3 : durée de l'autorisation

La validité de la présente autorisation qui inclut la remise en état, est limitée à une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que cette demande.

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de 3 ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 4 : Règles s'appliquant à l'ensemble des activités :

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales, et au travail.

Pour l'exploitation de la carrière et de l'ensemble de ses installations présentes sur le site, la SARL CARRIERES GENET-RASORI est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes :

4.1. Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

4.2. Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations Classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

4.3. L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, seront à la charge de l'exploitant.

4.4. Le service inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non de prélèvements et analyses d'effluents liquides, gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations mécaniques. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

4.5. En cas d'arrêt définitif d'activité de l'installation de premier traitement ou de la carrière, l'exploitant notifie au Préfet d'Eure et Loir la date de cet arrêt au moins six mois avant cette dernière.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation et de la carrière ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre modifié.

4.6. Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont notamment applicables aux installations de l'établissement:

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié (JO du 22 octobre 1994 et du 14 février 2001) relatif aux exploitations de carrières et aux installations de traitement des matériaux des carrières.
- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO du 30 Avril 1980);
- l'arrêté du 04 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (JO du 15 Février 1985);
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 27 mars 1997) ;
- le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994, modifié (J.O. du 18 mars 1995), portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages (JO du 21 juillet 1994);

ARTICLE 5 : dispositions techniques générales

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et de personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

5.1. Aménagements préliminaires

5.1.1. *Information du public*

L'exploitant est tenu, dès réception du présent arrêté, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.1.2. *Bornage*

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- 1 °) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
- 2°) des bornes de nivellement en tous les points nécessaires pour déterminer la profondeur des excavations.

5.1.3. *Eaux de ruissellement*

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place, en tant que de besoin, à la périphérie de cette zone.

Un réseau de collecte aménagé sur la zone des installations de premier traitement permet de recycler ces eaux dans le circuit de traitement des matériaux.

5.1.4. *Accès des carrières - Voirie*

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risques pour la sécurité publique. Une convention passée avec les services concernés du département et de l'Etat fixe les conditions d'utilisation, d'aménagement, d'entretien et de remise en état de la voirie.

5.1.5. *Intégration de l'installation dans le paysage*

Des écrans de végétation sont mis en place de façon à masquer l'installation de premier traitement par rapport aux voies routières.

5.1.6. *Déclaration de début d'exploitation*

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié susvisé, est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux paragraphes 5.1.1. à 5.1.5.

Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation et le document établissant la constitution des garanties financières.

5.2 Conduite de l'exploitation

5.2.1. Décapage des terrains

Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le décapage des terrains est réalisé progressivement, par phases correspondant aux besoins des travaux d'exploitation.

L'emprise réelle des zones d'extraction, incluant celle des bassins de décantation ne dépasse pas 2 ha chaque année.

Le décapage est réalisé de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La hauteur des dépôts des horizons humifères n'excède pas 2m pour lui conserver ses qualités agronomiques.

5.2.2. Patrimoine archéologique

L'exploitant informe par écrit la Direction Régionale des Affaires Culturelles Centre, Service régional de l'archéologie, trois mois au moins avant le début de tous travaux, afin de définir les modalités de l'évaluation de l'état initial du patrimoine archéologique.

Cette évaluation intégrera des sondages à la pelle mécanique équipée d'un godet lisse travaillant en rétroaction.

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais les découvertes de vestiges archéologiques au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend toutes dispositions en cas de découverte de vestiges archéologiques pour empêcher la destruction ou la détérioration de ces vestiges.

5.2.3. Extraction

L'exploitation a lieu à ciel ouvert, en fouille sèche, avec reprise du tout venant par des engins mécaniques.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux schémas d'exploitation annexés au présent arrêté. Le carreau de la carrière aura pour cote minimale:

- 159 m NGF pour la zone 1,
- 161 m NGF pour la zone 2,
- 163 m NGF pour la zone 3.

L'épaisseur maximale d'extraction est fixée à **10 m**. En tous points de la zone d'extraction il est conservé une épaisseur minimale de **3 mètres d'argiles à silex** sous le carreau de la carrière.

L'exploitant doit pouvoir justifier de cette prescription à toute demande du service inspection des installations classées.

5.2. 4. Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

5.2.5. Remise en état du site

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, conformément aux informations figurant dans le dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté.

Le réaménagement est réalisé de façon coordonnée à l'exploitation. Seule l'aire sur laquelle est implantée l'installation de traitement est remise en état au terme de l'extraction.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et doit être conforme au plan de remise en état annexé.

En particulier, en fin d'exploitation :

- l'installation de traitement est démontée et tous les matériels quels qu'ils soient sont enlevés de l'emplacement. Il ne doit y subsister aucune épave, ni aucun dépôt de matériaux.
- les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront être décapées des matériaux stabilisés qui y ont été régalez.
- l'ensemble des terrains sont nettoyés, et d'une manière générale, toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, sont supprimées.

La remise en état conduit à la remise en cultures des terrains après remblaiement des excavations à la cote initiale, nivellement et régalez des terres de découvertes, sans qu'apparaissent de dépressions notables des terrains liées à leur stabilisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L514-11 du Code de l'Environnement.

5.2.6. Bassins de décantation

La mise en œuvre des bassins de décantation est coordonnée avec l'exploitation pour permettre une remise en état des surfaces correspondantes sans attendre la fin des travaux d'extraction.

Ils sont aménagés de telle sorte que l'épaisseur de boues concentrées humides ne présente aucun danger et que leur séchage soit réalisé au maximum en deux ans.

5. 2. 7. Remblayage de la carrière

Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

A cette fin, les seuls matériaux de remblais autorisés sont constitués de stériles d'exploitation, de boues séchées provenant de l'installation de traitement du site et de matériaux inertes et insolubles.

Leur admission sur le site fait l'objet d'un contrôle dont la traçabilité est assurée sur place. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

En cas de refus d'admission de chargements, l'identité du transporteur ainsi que les motifs du refus sont consignés sur le registre pré-cité.

Les matériaux utilisés pour le remblayage ne doivent pas être susceptibles de relarguer une pollution par lixiviation.

Sont prohibés notamment les végétaux, les déchets fermentescibles ou putrescibles, les déchets ménagers ou industriels, les papiers, les cartons, les matières plastiques, les plâtres et les métaux.

Les matériaux provenant de chantiers de démolition sont également interdits.

L'admission de sables de fonderie est tolérée pour une période d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté.

Pour être admis sur le site, ces sables doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1991 et notamment ses titres III et IV.

La conformité à cet arrêté est démontrée par un document accompagnant chaque chargement destiné au site, établi par la fonderie et faisant référence à l'analyse d'échantillons prélevés depuis moins de deux mois.

Le trajet des véhicules et engins affectés aux travaux de remblaiement doit être tel qu'il ne puisse en résulter de tassement des couches remises en place.

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires, par la pose d'une clôture ou par tout autre moyen d'efficacité équivalente pour interdire tout apport autre que ceux expressément autorisés.

5.2.8. Décantation des fines argileuses

Le floculant utilisé est un copolymère anionique d'acrylamide.

Un piézomètre de contrôle de la qualité des eaux souterraines de la nappe est implanté à l'aval hydrogéologique des bassins de décantation et de tout lieu de dépôt final de boues ; l'emplacement retenu doit recueillir l'approbation de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Ce piézomètre répond aux caractéristiques suivantes :

- diamètre permettant la mise en place d'une pompe pour le renouvellement de l'eau avant prélèvements pour analyses,
- cimentation de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique de la nappe de la craie,
- hauteur de tubage acier hors sol: 0,50 mètre,
- cimentation périphérique du tubage hors sol sur 1 mètre,
- fermeture du tubage par couvercle coiffant verrouillable.

Compte tenu de la mise en œuvre de ce floculant susceptible d'engendrer un monomère résiduel dans les eaux contenues au sein des boues de décantation, deux analyses de contrôle doivent annuellement être réalisées en vue de la recherche d'acrylamide monomère ou de ses dérivés; les résultats de ces contrôles sont transmis au service d'inspection des Installations Classées.

Toute modification de la nature chimique du floculant utilisé est subordonnée à l'accord du service d'inspection de Installations Classées.

5.2.9. *Eau* Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés tous les jours.

Le prélèvement maximal pour les activités sollicitées en autorisation est fixé à **200 m³/jour**.

Le résultat des ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition du service inspection des installations classées sur le site.

5.2. 10. *Plans*

Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords des fouilles ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état;
- la position des ouvrages visés au § 5.2.4 de l'article 5 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire de ce plan est transmis au service inspection des Installations Classées.

5.2.11. *Fin d'exploitation*

L'exploitant adresse au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

Les cuves ayant contenus des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées avant d'être enlevées.

5.3. Prévention des pollutions

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations, et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

5.3.1. *Pollution des eaux*

5.3.1.1. Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Cette aire étanche est aménagée pour la récupération des fuites éventuelles qui sont acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur et obturateur automatique. Tout dispositif d'efficacité équivalente est admis sous réserve de l'accord du service inspection des Installations Classées.

Le stockage d'hydrocarbures, l'entretien et la réparation des engins sur le site sont interdits.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1.000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1.000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

5.3.1.2. Etiquetage – données de sécurité

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition du service inspection des installations classées sur le site.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, le cas échéant, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

5.3.1.3. Rejets d'eau dans le milieu naturel

- Eaux de procédés des installations : les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

- Eaux rejetées (eaux usées domestiques, eaux collectées sur les aires étanches) : les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont admises dans un dispositif d'assainissement autonome avant rejet dans le milieu naturel. Ce dispositif doit, par extension, répondre aux dispositions de l'arrêté du 06 mai 1996 (JO du 08 juin 1996) fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Les eaux récupérées sur les aires étanches sont envoyées vers un dispositif de récupération des hydrocarbures comprenant un débourbeur-déshuileur. A l'issue de ce pré-traitement, l'effluent doit présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90105) - Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5,
- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101),
- Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90114).

Ces valeurs limites doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

En cas de doute ou de dépassement de ces valeurs limites, les effluents doivent être éliminés ou recyclés comme déchets dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Un contrôle annuel de la qualité des eaux du bassin tampon est réalisé par un laboratoire agréé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement sur les paramètres cités ci-dessus ; les résultats de ces contrôles sont transmis au service inspection des Installations Classées. Ils sont conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

5.3.1.4. surveillance des eaux souterraines

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaire dans une nappe souterraine est interdit.

La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. A cette fin, un piézomètre est mis en place à l'aval hydrogéologique des bassins de sédimentation et de tout lieu de dépôt final des boues, dont l'emplacement a été approuvé par l'hydrogéologue agréé.

Compte tenu de la mise en œuvre de flocculant susceptible d'engendrer un monomère résiduel dans les eaux contenues au sein des boues de décantation, une analyse semestrielle avec relevé du niveau des eaux de la nappe doit être réalisée.

Compte tenu de la présence de sables de fonderies dans les remblais, l'indice phénol est également recherché.

5.3.2. Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les stockages doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que cela est nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envois de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de tout matériau ni entraîner de dépôt de poussière, de boue ou de tous autres matériaux sur les voies de circulation publiques.

A cet effet, l'exploitant fait en sorte que les chargements des véhicules sortant de la carrière soient bâchés et que les véhicules aient préalablement circulé sur une piste encaillassée de 200 m, afin de nettoyer leurs roues. Le revêtement de cette piste est renouvelé autant que nécessaire.

Le chargement des véhicules est effectué conformément aux dispositions du code de la route.

5.3.3. Lutte contre l'incendie

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Notamment, l'exploitant dispose des extincteurs appropriés aux risques et d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- motif de la vérification: vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas, nature de l'incident.

Ce registre, ainsi que les rapports de contrôle, devront être tenus à la disposition du service inspection des Installations Classées sur le site.

Le personnel est entraîné au maniement des moyens de secours.

Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie est diffusée à tous les membres du personnel.

Elle est également affichée à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

Elle précise notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre (marche à suivre, personnes à prévenir) ;
- l'emplacement des matériels d'extinction et de secours disponibles et des coups de poing et câbles d'arrêt d'urgence des installations.

5.3.4. Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques, sont conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos.

Ces récipients sont étanches ; des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque sont disposés à proximité.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc..) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés, ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets.

L'élimination des déchets fait l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site. A cet effet, l'exploitant ouvre un registre mentionnant pour chaque type de déchet :

- . origine,
- . nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement,
- . date d'enlèvement,
- . destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Tout brûlage à l'air libre ou dans une installation non autorisée au titre des rubriques 167C et 322 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de déchets et résidus divers, est interdit.

Conformément au décret n° 79.981 modifié du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées sont soit remises aux ramasseurs agréés pour l'Eure et Loir, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre du décret sus-visé ou autorisé dans un autre état-membre de la C.E.E., en application de la Directive C.E.E. n° 75.439 modifiée par la Directive C.E.E. n° 87.101 du 22 décembre 1986.

5.3.5. Bruits

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les bruits émis par la carrière et l'installation de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse, ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- . 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;
- . 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation pour les différentes périodes de la journée sont tels que les valeurs maximales d'émergence (3 dB(A) en période nocturne et 5 dB(A) en période diurne) à une distance de 200 mètres du périmètre de l'exploitation soient respectées.

En tout état de cause, ces niveaux limites ne peuvent excéder 70 dB(A) en limites du site.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LAeq. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès le début de l'exploitation et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées. Les résultats de ces contrôles seront tenus à disposition du service inspection des Installations Classées sur site.

Un contrôle des niveaux sonores peut être effectué à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées ; les frais en seront supportés par l'exploitant.

5.3.6. Vibrations

Les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

5.3.7. Sécurité

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés et stockés dans l'installation.

5.3. 7.1 Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit par une barrière.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

5. 3. 7. 2. Sécurité du personnel

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisation) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

5.3. 7.3. Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

5.3.7.4. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités du présent arrêté doivent être établies, tenus à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseau de fluides,...)
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement des services d'incendie et de secours, etc.

ARTICLE 6 : garanties financières

Au titre des garanties financières, la durée de l'autorisation comprend une seule période quinquennale.

Pour cette période, le montant de garantie financière correspond aux coûts de la remise en état maximale au sein de cette période.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe, présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale au cours de cette période a été fixé à 81 627.3 euros (535 440 F)

6.1 - L'exploitant adresse au Préfet d'Eure et Loir avec la déclaration de début d'exploitation, le document établissant la constitution des garanties financières.

6.2. - Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

6.3. - L'exploitant adresse au Préfet d'Eure et Loir le document attestant le renouvellement des garanties financières trois mois avant leur échéance. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en demeure conformément aux modalités prévues à l'article L.514 1 du code de l'environnement.

6.4. - Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

6.5. - Toute mise en demeure de remise en état non suivie d'effet constitue un délit en vertu de l'article L.514-11 du code de l'environnement.

6.6. - La procédure de levée des garanties financières ne peut être engagée que lorsque la remise en état est définitivement achevée.

ARTICLE 7 : voies et délais de recours

Le bénéficiaire de la présente autorisation peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte, pour ce qui concerne l'exploitation de l'installation de premier traitement des matériaux des carrières, et dans un délai de six mois en ce qui concerne l'exploitation de la carrière à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation telle que définie au § 5.1.6 de l'article 5 et transmise par l'exploitant de la carrière au Préfet d'Eure et Loir.

ARTICLE 8 : notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Ampliations en sont adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre (3 exemplaires), à Madame et Monsieur les Maires des communes de Fontaine-La-Guyon, Saint Luperce et Courville sur Eure, Billancelles, Landelles, Saint-Arnoult-des-Bois, Saint Germain-Le-Gaillard et Saint-Aubin-des-Bois.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, est aux frais de la SARL CARRIERES GENET-RASORI, inséré par les soins du Préfet d'Eure et Loir dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché dans les mairies de Fontaine-La-Guyon, Saint Luperce et Courville sur Eure pendant une durée d'un mois à la diligence de Monsieur les Maires de ces communes qui devront justifier au Préfet d'Eure et Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en outre par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 9 : exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir, Messieurs les Maires de Fontaine-La-Guyon, Saint Luperce et Courville sur Eure, Monsieur le Directeur Régional de l'industrie, de la Recherche et de l'environnement - Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à CHARTRES, le 26 mars 2002

**POUR LE PREFET,
Le Secrétaire Général,**

Pascal BOLOT

**Pour ampliation
L'Attaché, chef de bureau**




Hélène DESBREE